

mage publiées aujourd'hui et selon lesquelles le chômage est très répandu au Canada, 10,5 p. 100 en Ontario, 8,4 p. 100 au Québec, 6,6 p. 100 en Colombie-Britannique et 6 p. 100 dans l'ensemble du pays, le premier ministre me dirait-il si le gouvernement a l'intention d'annoncer un programme en vue d'offrir des possibilités d'emploi, comme le demande l'Association des maires et des municipalités? Si oui, quand le premier ministre compte-t-il pouvoir faire une telle déclaration?

L'hon. Bruce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le premier ministre m'a demandé de mettre en doute, ou du moins je mets moi-même en doute la statistique que l'honorable représentant a maintenant présenté à la Chambre à deux reprises. Le rapport du BFS commence par dire que «l'emploi total a augmenté légèrement depuis le dernier rapport mensuel». Il faudrait aussi consigner au hansard qu'en octobre le taux de chômage était de 5 p. 100, en novembre de 4,9 p. 100, en décembre de 4,8 p. 100, le 18 janvier de 4,3 p. 100 et le 15 février de 4,3 p. 100, ce qui traduit une légère amélioration.

En outre, la main-d'œuvre compte 20,000 personnes de plus ce mois-ci. Nous avons réussi à leur trouver de l'emploi. Et il n'y a pas si longtemps, lors d'un débat d'urgence, le premier ministre a dit qu'avec la création du ministère de l'Expansion économique régionale et l'accélération du programme de main-d'œuvre nous comptons nous attaquer au problème du chômage d'une façon permanente et à plein temps plutôt que par des mesures provisoires.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, les chiffres que j'ai cités ont été publiés aujourd'hui par le gouvernement; le ministre donnait tout simplement des chiffres désaisonnalisés. Quant au nombre de nouveaux venus dans la force ouvrière, les chômeurs n'en tireront pas une bien grande consolation. Puis-je alors demander au ministre si le gouvernement accepte maintenant le chiffre de 6 p. 100 comme objectif national, puisque c'est là qu'en est le chômage à ce temps-ci de l'année depuis trois ans?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail vient de le dire: le nouveau ministère compte s'attaquer au problème dans son ensemble et d'une façon logique. D'où le projet de loi sur l'organisation du gouvernement. Nous comptons sur l'appui de l'opposition pour le faire adopter.

LA CONSTRUCTION MARITIME

LE RAPPORT DU COMITÉ RELATIF À L'EMPLOI DANS LES CHANTIERS

M. H. Russell MacEwan (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Peut-il nous dire maintenant où en sont rendues les délibérations du comité des représentants de l'industrie de la construction navale et de divers ministères qui fut créé pour s'occuper des questions de construction navale en vue de remédier au chômage aigu qui sévit dans les chantiers maritimes du pays?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le comité présentera un rapport en temps utile.

LA PROCÉDURE

L'ÉTUDE, PAR LE COMITÉ, DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question supplémentaire au député de Grenville-Carleton, qui est président du comité de la procédure. Compte tenu des remarques de la présidence, le député voudrait-il envisager de reconsidérer les dispositions de l'article 26 du Règlement, et songer que le chômage risque d'être chronique tant que le gouvernement actuel sera au pouvoir?

[Français]

LES FINANCES

ON DEMANDE D'ÉTUDIER LA QUESTION DES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Dirait-il à la Chambre si le gouvernement a l'intention d'étudier la question des taux d'intérêt actuels, étant donné qu'ils sont les plus élevés du siècle et, partant, ne sauraient favoriser l'investissement étranger?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, cela me paraît une question qui est non seulement de nature très générale, mais qui devrait plutôt être posée au ministre des Finances.

[Traduction]

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LA PÉNURIE DE MÉDECINS

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question